

Annexe n°1 : Convention cadre de partenariat

CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT

INSTALLATION ET EXPLOITATION

D'INFRASTRUCTURES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES

SUR VOIRIE

DANS LES COMMUNES DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS

Entre

La Métropole du Grand Paris, 15-19 avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris, représentée par Monsieur Patrick OLLIER, Président, agissant pour le compte de la Métropole en application d'une délibération du conseil métropolitain en date du vendredi 15 mai 2020,

Dénommée ci-après « la Métropole »,

Et

Le groupement constitué de SPIE CityNetworks, SIIT et E-TOTEM auquel se substituera la société de projet METROPOLIS SAS dès sa création, représenté par Monsieur Luc SAUZE, Directeur Général de SPIE CityNetworks (mandataire du groupement), Henri PIGANEAU, Président de SIIT et Hervé SONNEVILLE, Président d'e-totem,

Dénommé ci-après « l'Opérateur »,

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	4
Article 1 - OBJET	5
Article 2 - REPARTITION PREVISIONNELLE	6
Article 3 - CONDITIONS D'INTERVENTION.....	6
Article 3.1 - Disposition générales du service.....	6
Article 3.2 - Créations des infrastructures de charge	7
Etat des lieux	7
Travaux d'investissement.....	7
Mise à disposition du domaine public ou privé.....	7
Caractéristiques techniques des infrastructures de recharges	8
Marque commerciale	8
Article 4 - ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES DE CHARGE	8
Article 4.1 - Gestion de l'entretien des infrastructures de charge.....	8
Article 4.2 - Responsabilité et assurances	9
Article 5 - GESTION DES INSTALLATIONS DE RECHARGE	9
Article 5.1 - L'accès aux infrastructures de charge	9
Article 5.2 - Le stationnement.....	9
Article 5.3 - La supervision des infrastructures de charge	10
Article 5.4 - Interopérabilité pour les usagers	10
Article 5.5 - Cartographie et suivi du patrimoine.....	10
Article 5.6 - Déplacement d'ouvrages.....	11
Article 5.7 - Retrait des permis de stationnement.....	11
Article 5.8 - La fourniture d'électricité	11
Article 5.9 - La communication des IRVE	11
Article 6 - DISPOSITIONS FINANCIERES.....	12
Article 6.1 - Montant d'investissement et d'exploitation.....	12
Article 6.2 - Redevances.....	12
Part fixe : droit d'entrée	12
Part variable : intéressement des communes	12
Article 7 - Recettes et tarification.....	13
Article 8 - DELAIS DE VALIDITE DE LA CONVENTION	13
Article 9 - COMMUNICATION	14
Article 10 - RAPPORT D'ACTIVITE	14
Article 11 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION-CADRE ET/OU LITIGE	15

Article 11.1 -	Résiliation de la convention-cadre	15
Article 11.2 -	Litiges	15
Annexe 1 :	Plan de déploiement prévisionnel par commune	16
Annexe 2 :	Equilibre économique prévisionnel du modèle.....	18

Handwritten notes: 2, 47, 15, 16

PREAMBULE

Créée le 1^{er} janvier 2016, la Métropole du Grand Paris (MGP) est un établissement public de coopération intercommunale d'une superficie de 814 km² qui regroupe Paris, les 123 communes des trois départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne et 7 communes des départements limitrophes de l'Essonne et du Val d'Oise, soit près de 7,2 millions d'habitants. Intercommunalité de Maires, elle détermine les orientations stratégiques des communes de la zone dense continue en matière d'aménagement, de logement, d'environnement et de développement économique.

La Métropole du Grand Paris est très engagée en matière de transition énergétique et de mobilités durables à travers la création de la Zone à Faibles Émissions au 1^{er} juillet 2019 ou les travaux du Pacte pour une logistique métropolitaine. Si, contrairement aux autres métropoles françaises, la Métropole du Grand Paris ne dispose pas de la compétence de création, d'entretien et d'exploitation des infrastructures de recharge de véhicules électriques (IRVE), elle est compétente en matière de lutte contre la pollution de l'air, de lutte contre les nuisances sonores et de soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie. Aussi, dans le cadre de son Plan Climat Air Energie Métropolitain (PCAEM) approuvé par le Conseil de la Métropole le 12 novembre 2018, quatre axes ont été identifiés pour développer la mobilité durable :

1. Encourager le report modal (multiplier par trois les déplacements à vélo et augmenter de 20% les déplacements en transports en commun d'ici à 2030).
2. Accélérer la transition énergétique des véhicules (viser les 100% de véhicules propres en 2030 et développer massivement l'installation de bornes de recharge et de stations d'avitaillement).
3. Réduire la circulation automobile en encourageant le covoiturage de proximité.
4. Accompagner les habitants et les acteurs dans une plus grande maîtrise de leurs déplacements (développement du télétravail et de tiers-lieux, organisation logistique du territoire).

Afin de contribuer à l'objectif national fixé par la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte d'août 2015 de 7 millions de points de charge publics et privés en France à l'horizon 2030, la Métropole du Grand Paris souhaite maintenir un réseau de bornes de recharge et accompagner la mise en place de nouvelles infrastructures sur voirie à la suite de l'arrêt, le 31 juillet 2018, du service Autolib' qui concernait 73 communes à l'intérieur du périmètre métropolitain.

Aujourd'hui, la Métropole du Grand Paris compte plus de 7 000 points de charge sur voirie (dont 6 000 bornes remises à la disposition des communes pour l'ex-service Autolib'). Fondée sur une analyse de marché, les besoins estimés pour satisfaire les utilisateurs de la Métropole (hors Paris) est de 1 100 points de charge à horizon 2022. Par ailleurs, si 22 500 véhicules électriques circulent aujourd'hui dans la Métropole, ce nombre devrait être multiplié par trois d'ici à 2022.

La Métropole du Grand Paris souhaite faciliter l'émergence d'une offre de recharge électrique sur voirie économiquement robuste regroupant un maximum de communes, lisible pour l'utilisateur et répondant aux différents usages (particuliers, professionnels). Afin d'assurer une continuité territoriale et une égalité de traitement des communes, celle-ci pourra prendre la forme d'une remise en service des bornes Autolib' existantes et/ou le développement d'un nouveau réseau de bornes électriques.

Pour ce faire, la Métropole accompagnera les opérateurs privés, par l'intermédiaire des communes, en leur facilitant l'accès au domaine public.

Cet appel à initiatives privées porte sur l'intégralité de la Métropole du Grand Paris, à l'exception de la ville de Paris.

La Métropole a approuvé le lancement d'un appel à initiatives privées dont l'objectif est de recenser les intentions de tout opérateur privé intéressé en matière de déploiement d'IRVE sur le territoire de la commune.

La Métropole a publié cet avis à initiatives privées en juillet 2019 afin de consulter tous les opérateurs d'IRVE ainsi que leurs partenaires potentiels, dans l'optique de connaître l'ensemble de leurs projets de déploiement d'infrastructures de recharge sur le territoire de la Métropole d'ici 2022.

La Métropole du Grand Paris a ainsi pu recueillir précisément les projets d'investissements portés par des opérateurs économiques privés en matière de déploiement d'IRVE sur le territoire métropolitain.

Cet appel à initiatives privées spécifiait que, dans l'hypothèse où les intentions de déploiement annoncées seraient suffisamment détaillées, fiables, homogènes sur le territoire et en cohérence avec ses politiques publiques et ses objectifs en matière de réduction d'émission de polluants, la Métropole faciliterait l'accès au domaine public des communes par la mise en place de conventions d'occupation de leur domaine public.

A l'issue de cet appel à initiatives privée publié sur le BOAMP et le JOUE et analyse des candidatures déposées, les élus de la Métropole ont décidé de retenir l'Opérateur pour conclure un partenariat exclusif visant à construire, installer et exploiter des bornes de recharges pour véhicules électriques accessibles à tous sur l'espace public.

Conformément à cette délibération du Conseil de la Métropole en date du vendredi 15 mai 2020, il est convenu :

ARTICLE 1 - OBJET

Par la présente convention, l'Opérateur s'engage, à son initiative, à ses frais et sous sa responsabilité, à équiper, exploiter et entretenir à court terme jusqu'à environ 3 084 points de recharges pour véhicules électriques sur le territoire de la Métropole, en particulier en réactivant les anciennes stations Autolib' et en créant de nouvelles stations (dont *hubs*). Des déploiements complémentaires pourront être envisagés à horizon plus lointain, et fonction des besoins des utilisateurs.

La présente convention sera complétée ultérieurement par des conventions d'occupation du domaine public valant permissions de voirie délivrées par les municipalités, et le cas échéant par les autres propriétaires publics concernés, mentionnant les emplacements mis à disposition.

Dans la limitation de son rôle de facilitatrice, la Métropole du Grand Paris sera signataire de ces conventions aux côtés des communes et de l'Opérateur.

Ces conventions d'occupation du domaine public seront instruites par les communes ou toute autre personne publique concernée qui les délivreront.

La Métropole mettra en œuvre tous les moyens nécessaires pour permettre l'aboutissement et la mise au point de ces conventions.

Sauf cas particulier, le principe de ces conventions sera l'exclusivité de l'implantation et de l'exploitation d'IRVE sur le domaine public et privé de la commune.

Chaque convention d'occupation du domaine public délivrée aura pour terme celui de la présente convention.

Le stationnement sur les emplacements des stations de recharge sera interdit aux véhicules thermiques. Les arrêtés concernant la réglementation du stationnement seront pris par les communes, autorités compétentes en matière de police de circulation et de stationnement.

A ce titre, l'Opérateur sollicitera directement les maires des communes d'implantation de ces installations afin d'obtenir les autorisations administratives nécessaires.

La coordination de ces différents arrêtés sera assurée par la Métropole en collaboration avec les communes.

ARTICLE 2 - REPARTITION PREVISIONNELLE

L'Opérateur s'engage à respecter, dans la mesure du possible et dans la mesure du respect de son équilibre économique, son plan de déploiement des infrastructures de recharge par commune spécifié en annexe 1.

Il informera la Métropole de toute difficulté dans la mise en œuvre de ce plan de déploiement, que la difficulté soit de nature calendaire, technique ou qu'elle soit issue d'une réticence de la commune à rejoindre le dispositif.

ARTICLE 3 - CONDITIONS D'INTERVENTION

L'Opérateur s'engage à respecter l'intégralité des dispositions techniques spécifiées ci-dessous, à savoir :

Article 3.1 - Disposition générales du service

Le service recouvrira l'investissement (travaux de création) et le fonctionnement (maintenance, exploitation, gestion du patrimoine et consommations d'électricité, supervision et interopérabilité, commercialisation des services de recharge, etc.) des infrastructures de charge.

Les infrastructures de recharge seront ouvertes au public, et à tous types de véhicules électriques ou hybrides rechargeables, 24h/24 et 7j/7 (sauf cas particulier d'emplacements non accessibles 24h/24).

Article 3.2 - Créations des infrastructures de charge

Etat des lieux

Un état des lieux avant travaux sera établi contradictoirement entre l'Opérateur et la commune préalablement à la délivrance de chaque autorisation d'occupation temporaire du domaine public.

Travaux d'investissement

Les travaux portent sur l'adaptation et la remise en service des anciennes stations Autolib', ainsi qu'en la création de nouvelles Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques.

Ils seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de l'Opérateur et comprendront les opérations de :

- Fourniture et pose des bornes ;
- Génie civil et raccordements en tant que de besoin au réseau de distribution publique d'électricité et de télécommunications ;
- Aménagement avec réalisation de signalétique verticale ;
- Equipement des bornes en systèmes de télégestion et interopérabilité.

L'emplacement des nouvelles infrastructures sera défini d'un commun accord entre les communes concernées et l'Opérateur, sur la base du plan de déploiement en annexe 1.

En cas d'accord de principe donné sur les implantations proposées, l'Opérateur engagera auprès de la commune concernée les procédures requises pour réaliser les travaux (demande d'Autorisation d'Exécution de travaux et d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public).

Dans l'hypothèse où certaines autorisations ne pourraient être obtenues pour des raisons techniques ou administratives, l'Opérateur et la commune rechercheront d'un commun accord le meilleur emplacement possible de substitution.

Mise à disposition du domaine public ou privé

Les communes mettront à disposition de l'Opérateur, et le cas échéant après conventionnement avec les propriétaires publics concernés, les terrains d'assiette devant supporter les infrastructures de recharge. Les modalités de cette mise à disposition devront faire l'objet d'une communication à la Métropole.

La redevance pour occupation du domaine public est définie à l'article 6. Au cas où l'Opérateur deviendrait « opérateur national » au sens de la loi du 4 août 2014-877, les dispositions de l'article 6 continueraient à s'appliquer.

Dans le cas où la collectivité solliciterait la mise à disposition d'un terrain « privé » pour installer une station de charge, « le propriétaire » mettra à disposition de la collectivité et donc de l'Opérateur, à titre gratuit, les terrains d'assiette devant supporter les infrastructures de charge. Cette mise à disposition d'un terrain privé, sera constatée par une convention d'occupation publique du domaine privée établie entre l'Opérateur, la commune et « le propriétaire privé » concerné.

Caractéristiques techniques des Infrastructures de recharges

Les infrastructures de recharges proposées devront respecter ou se rapprocher des caractéristiques suivantes :

- Les bornes devront être construites dans un matériau durable et recyclable ;
- Les infrastructures devront s'intégrer au paysage urbain en proposant des couleurs et matériaux de surface sobres et adaptés ;
- Chaque station devra proposer à minima 2 points de charge pour les bornes lentes, accélérées, rapides, permettant de recharger 2 véhicules électriques en simultané ;
- La puissance délivrée sera comprise entre 3 kW et 150 kW par point de charge, suivant les stations.

L'Opérateur est libre de proposer des fonctionnalités annexes associées à ces bornes, avec l'accord des communes et de la Métropole.

Marque commerciale

La création et l'exploitation du réseau se fera sous une identité de marque libellée comme suit :
« Metropolis – Bornes de recharge ».

L'Opérateur déposera cette marque à l'INPI pour son propre compte.

ARTICLE 4 - ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES DE CHARGE

Article 4.1 - Gestion de l'entretien des infrastructures de charge

L'Opérateur organisera la gestion technique, administrative et patrimoniale des infrastructures de charge. Pour ce faire, il s'engage à réaliser les prestations correspondantes, par ses moyens propres ou par des entreprises et prestataires spécialisés.

L'Opérateur, en tant que maître d'ouvrage, aura toutefois la faculté d'interrompre le service pour toutes les opérations d'investissement, de mise en conformité et de maintenance des ouvrages ainsi que pour les réparations urgentes que requiert le matériel. Quand les circonstances exigeront une intervention immédiate, l'Opérateur sera autorisé à prendre d'urgence les mesures nécessaires. Ses représentants ou prestataires recevront toutes facilités de la part de la collectivité.

Les collectivités s'interdiront formellement toute intervention sur les infrastructures de recharge. En cas d'inobservation de cette règle, la responsabilité de l'Opérateur ne saurait être retenue si un accident ou dysfonctionnement se produisait sur l'installation.

L'entretien comprendra :

- Les opérations de maintenance préventive ;
- Les opérations de maintenance curative (dépannages et réparations y compris en cas de sinistre) ;
- Toute opération nécessaire au bon fonctionnement des infrastructures de recharge.

L'Opérateur devra :

- constamment maintenir la totalité du domaine public ou privé mis à sa disposition et les aménagements réalisés en bon état d'entretien ;
- prendra à sa charge tous les travaux d'entretien, de réparation et de renouvellement des aménagements réalisés pendant toute la durée de la convention.

Article 4.2 - Responsabilité et assurances

L'Opérateur s'engage à faire sienne toute obligation d'assurance pour couvrir les risques inhérents à l'activité qu'il met en œuvre sur le domaine public.

Il lui appartient de prendre toutes les assurances liées aux dommages matériels, corporels ou autres, pouvant être occasionnés durant l'occupation du domaine public, et susceptibles d'engager sa responsabilité. Il lui incombe également de prendre en charge toutes les assurances pouvant couvrir les risques subis par les bornes implantées sur le domaine public.

L'Opérateur s'engage ainsi à prendre toutes dispositions utiles ou nécessaires pour assurer ses installations, techniques ou commerciales, son matériel ou mobilier, contre les dommages qu'il pourrait subir dans le cadre de son activité.

ARTICLE 5 - GESTION DES INSTALLATIONS DE RECHARGE

Article 5.1 - L'accès aux infrastructures de charge

Les infrastructures seront accessibles aux usagers. Ils devront s'identifier sur l'infrastructure, par exemple via un badge de type RFID (Radio Fréquence Identification) ou via application sur smartphone. Le système d'identification sera couplé avec un système de paiement. L'accès pourra également se faire sans abonnement, par carte bancaire via un terminal de paiement NFC, ou smartphone via internet, ou tout autre moyen adapté qui pourrait s'avérer pertinent.

Article 5.2 - Le stationnement

Les communes accueillant des infrastructures de recharge s'engageront à faire respecter l'interdiction de stationner faite aux véhicules non rechargeables ou n'effectuant pas de recharge sur les places de stationnement équipées d'infrastructures de recharge en usant de tous les moyens en leur possession. Ce point étant essentiel, l'Opérateur devra disposer du numéro de téléphone direct des services en charge de la verbalisation de chaque ville, pour une intervention immédiate. Pour chaque ville, il sera étudié la possibilité de laisser la compétence de verbalisation des places de recharge à l'Opérateur. En cas de besoin, le taux de respect de ces dispositions pourra être contrôlé par l'Opérateur, et les éventuelles conséquences être prévues dans les conventions d'occupation du domaine public.

Article 5.3 - La supervision des infrastructures de charge

Chaque infrastructure sera dotée d'un système de communication, qui permettra de renvoyer des informations vers un dispositif de supervision pour son exploitation et informer de la disponibilité et des défauts de fonctionnement éventuels des infrastructures.

L'offre de supervision doit notamment permettre de gérer les services suivants :

- Gestion de l'identification;
- Suivi des usages;
- Fonctionnalité en temps réel ;
- Volet maintenance ;
- Solution de paiement mise en place par le gestionnaire du service de charge.

Le système de supervision devra permettre de collecter toutes les informations nécessaires à l'exploitation du service et de recenser toute utilisation, notamment de suivre et gérer les informations liées au fonctionnement des infrastructures.

L'Opérateur prendra le soin de recueillir les autorisations éventuellement nécessaires auprès de la CNIL pour effectuer ce suivi. Il s'engage à donner l'accès à la Métropole au suivi de ces données ou à lui communiquer un rapport annuel complet des principales statistiques (nombre d'abonnés, nombre de recharges, consommation électrique, etc.) afin d'alimenter les indicateurs développement durable et énergie-climat de la Métropole.

Article 5.4 - Interopérabilité pour les usagers

Le but de l'interopérabilité est de permettre à l'utilisateur de se recharger librement, quel que soit son opérateur, partout où il se trouve.

Une plateforme nationale « GIREVE » s'est mise en place sur laquelle certains opérateurs de mobilité s'engagent progressivement.

Le système de supervision devra disposer des informations nécessaires afin de pouvoir satisfaire à l'itinérance des données selon les recommandations établies par GIREVE ou autre plateforme.

À terme, les utilisateurs de véhicules électriques devraient pouvoir se connecter sur tous les points de charge, quel que soit leur fournisseur de service, soit une interopérabilité à l'image de celle existante dans le monde bancaire, la téléphonie mobile ou le transport autoroutier.

Article 5.5 - Cartographie et suivi du patrimoine

L'Opérateur élaborera puis actualisera, en fonction de l'évolution des installations, une cartographie numérique géo référencée des ouvrages. Il se charge si nécessaire de déclarer les ouvrages auprès du guichet unique et de répondre aux Déclarations de Travaux (DT) et Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).

L'Opérateur mettra à disposition différents types d'informations afférentes aux infrastructures de charge:

- Il rendra disponible les données sur l'infrastructure déployée et toutes ses évolutions afin

qu'elles soient répertoriées dans un répertoire central ouvert ;

- Il renverra les données essentielles sur l'infrastructure déployée à la plateforme open data gouvernementale des données publiques (www.data.gouv.fr) de façon à ce qu'elles puissent faire l'objet d'un recensement national ;
- Il rendra disponible, auprès d'une plateforme nationale ouverte, les informations relatives à la géolocalisation, au mode de charge, à la puissance délivrée, à la disponibilité et au mode de tarification des infrastructures de charge.

Article 5.6 - Déplacement d'ouvrages

S'il y a nécessité de déplacement d'une infrastructure de charge ou de son environnement (borne, réseau, équipements), les travaux de déplacement ou de modification des ouvrages correspondants seront à la charge du demandeur du déplacement d'ouvrage.

Article 5.7 - Retrait des permis de stationnement

Dans l'hypothèse où une commune déciderait de retirer, pour un motif d'intérêt général, le ou les permis de stationnement accordés à l'occupant au titre de tout ou partie des places de stationnement lui ayant été réservées sur voirie, l'Opérateur pourra prétendre au versement d'une indemnité versée par la commune correspondant :

- à la valeur non amortie des ouvrages installés sur le domaine public ;
- à la valeur non amortie des droits d'entrée correspondants ;
- aux coûts de rupture des contrats conclus pour l'exploitation entre l'Opérateur et ses prestataires ;
- au manque à gagner résultant de cette rupture anticipée, calculé sur la base du compte d'exploitation annexé à la convention-cadre en annexe 1 ;
- aux frais de dépose et de remise en état du domaine public ou privé concerné.

Article 5.8 - La fourniture d'électricité

L'exploitation des infrastructures de charge comprend l'achat d'énergie nécessaire à leur fonctionnement. Les contrats de fourniture d'électricité seront donc au nom de l'Opérateur. Les consommations, abonnements et prestations relatives à la fourniture d'énergie, afférentes aux infrastructures de charge sont payés par l'Opérateur.

L'Opérateur s'engage à alimenter ses infrastructures de recharge à partir d'électricité d'origine renouvelable, dans la mesure de la viabilité technique et économique du projet, pour l'ensemble des stations.

Article 5.9 - La communication des IRVE

L'Opérateur souscritra les abonnements et payera les factures de communication relatives aux ouvrages

exploités.

L'exploitation des infrastructures de charge comprend la gestion de la communication nécessaire à leur fonctionnement.

Les contrats de télécommunication seront au nom de l'Opérateur. Les consommations, abonnements et prestations relatives à la télécommunication, afférentes aux infrastructures de charge seront ainsi payés par l'Opérateur.

ARTICLE 6 - DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 6.1 - Montant d'investissement et d'exploitation

L'investissement porte sur 3 084 bornes pour un montant de 15 millions d'euros. Le service mis en place devra être totalement autofinancé par l'Opérateur, en investissement comme en exploitation. Aucune subvention n'est prévue par la Métropole pour soutenir ce service.

Article 6.2 - Redevances

La redevance pour occupation du domaine public de voirie liée aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques qui sera appelée par chaque commune auprès de l'Opérateur sera définie comme suit :

- une part fixe payable en une seule fois valant droit d'entrée ;
- une part variable payable chaque année perçue au titre d'un intéressement des communes ;

Part fixe : droit d'entrée

L'Opérateur versera à chaque commune avec laquelle il signera une convention d'occupation du domaine public, dans les 30 jours à compter de la date de mise en exploitation de la station, un droit d'entrée de **5 000 euros HT par emplacement** de stationnement/recharge ainsi mis à disposition par la commune concernée [soit une enveloppe de **15 millions d'euros de droits d'entrée** pour les 3 084 emplacements ciblés].

Part variable : intéressement des communes

Lorsque l'Opérateur atteindra des résultats annuels bénéficiaires, il reversera, sous forme de droits d'occupation du domaine public, un intéressement aux communes avec lesquelles il aura signé une convention d'occupation du domaine public.

L'Opérateur transmettra annuellement à la Métropole les documents comptables dans les six mois à compter de la clôture de son exercice comptable.

Le montant total de cet intéressement, versé au 30 juin de l'année N, sera égal à **50% du résultat net** constaté dans les comptes, certifiés, de l'année N-1, de l'Opérateur.

L'Opérateur versera à chaque commune concernée, la quote-part d'intéressement lui revenant, qui sera

égale au prorata de l'intéressement total, en fonction du nombre d'emplacements confiés par cette commune ramené au nombre total d'emplacements confiés par l'ensemble des communes de la Métropole, ces quantités étant établies au 31 décembre de l'année N-1.

La Métropole validera chaque année la répartition sur ces bases.

Les communes s'engagent à appliquer le montant de cette redevance (part fixe et part variable) au titre de la fixation du montant de la redevance domaniale associée à l'implantation et à l'exploitation des stations de recharges pour véhicules électriques, déterminée conformément aux principes des articles L.2125-1 et L.2125-3 du code général de la propriété des personnes publiques.

ARTICLE 7 - RECETTES ET TARIFICATION

Les recettes engendrées par l'exploitation du service de recharges et des services associés tel que les recettes d'occupation des emplacements de stationnement post-charge seront Intégralement conservées par l'Opérateur.

Toute modification de la grille tarifaire en vigueur devra faire l'objet d'une information préalable (deux mois avant son entrée en vigueur) des services de la Métropole et des Communes.

En cas de survenance d'un évènement extérieur à la convention-cadre tel que le changement de réglementation notamment fiscale, technique ou sociale qui pourrait avoir des répercussions substantielles sur les conditions d'exécution de la convention-cadre, les parties conviennent de se rencontrer pour définir ensemble les conditions de continuité de l'exécution de la convention-cadre à travers les conventions d'occupation du domaine public conclues avec les communes.

ARTICLE 8 - DELAIS DE VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet après notification aux Parties et est conclue jusqu'au 30 Juin 2035.

L'Opérateur s'engage à notifier à la Métropole toute modification intervenant durant cette période, dans ses statuts et ses organes statutaires.

A l'issue de cette convention, les infrastructures de recharges déployées devront obligatoirement :

- soit faire l'objet d'une nouvelle convention prolongeant le partenariat, dont les modalités seront à définir entre les parties ;
- soit, à défaut de possibilité d'accord sur des conditions raisonnables de cette prolongation, être reprises en l'état par la Métropole.

Cette durée de quinze ans est fixée de manière à garantir à l'Opérateur l'amortissement des investissements projetés et une rémunération équitable et suffisante des capitaux investis.

ARTICLE 9 - COMMUNICATION

En contrepartie des éléments mentionnés aux articles précédents, la Métropole s'engage à soutenir activement l'Opérateur, durant l'intégralité de la période couverte par la présente convention, par une communication régulière concernant le réseau de bornes de recharges créé.

Les engagements de la Métropole :

Ils concernent notamment :

- l'aide à l'Opérateur pour toucher les communes et aboutir à la signature avec elles de conventions d'occupation du domaine public ;
- une information pérenne sur le site Internet de la Métropole, sur les pages et / ou rubriques liées au développement durable et à la mobilité,
- des actualités régulières sur les lettres d'information de la Métropole ;
- des relais sur les réseaux sociaux de la Métropole (page Facebook et LinkedIn de la Métropole) ;
- une promotion du dispositif sur les événementiels mis en place par la Métropole liés à la mobilité ou au développement durable,

La Métropole s'engage également à solliciter ses partenaires institutionnels afin qu'ils relaient, sous réserve de leurs accords et des disponibilités, les actualités liées à l'installation et l'exploitation des bornes de recharge pour véhicules électriques.

De son côté, afin d'informer l'opinion publique de l'action de la Métropole, l'Opérateur s'engage à faire apparaître le logo de la Métropole, ainsi que tout autre élément graphique permettant de valoriser la Métropole, sur les stations de recharge et sur l'ensemble des documents de communication, papier et numérique (brochure, dépliant, lettre d'information, communiqué de presse, supports de signalétique, supports numériques...) lié au réseau d'infrastructures de recharge, et ce à partir de la date de la signature de la présente convention. Ces éléments graphiques comprennent : une accroche liée à la thématique mobilité/développement durable, un code couleur dominant et tout autre élément que pourra préconiser la Direction de la Communication de la Métropole.

Il est entendu que le logo de la Métropole, ainsi que les autres éléments graphiques seront insérés conformément à la charte graphique de la Métropole et aux indications données par la Direction de la Communication de la Métropole.

ARTICLE 10 - RAPPORT D'ACTIVITE

L'Opérateur s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux règlements en vigueur et à transmettre annuellement à la Métropole durant l'intégralité de la période d'exécution de la présente convention, un rapport faisant état du nombre d'infrastructures installées et opérationnelles utile pour la répartition entre communes de la part variable de la redevance domaniale fixée à l'article 6 et présentant les principaux indicateurs nécessaires à l'évaluation de l'usage du service (nombre d'abonnés, nombre de recharges, KWh consommés, etc.).

ARTICLE 11 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION-CADRE ET/OU LITIGE

Article 11.1 - Résiliation de la convention-cadre

La présente convention-cadre pourra être résiliée par la Métropole pour motif d'intérêt général, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception avec un délai de prévenance de 6 mois.

Les parties reconnaissent que la résiliation de la convention-cadre par la Métropole, pour motif d'intérêt général, n'emporte pas résiliation automatique des conventions d'occupation du domaine public conclues sur son fondement entre l'Opérateur et les communes. De la même manière, les parties reconnaissent que la résiliation d'une ou plusieurs conventions d'occupation du domaine public est sans effet sur la poursuite de la présente convention-cadre.

Dans le cas où la résiliation anticipée de la convention-cadre par la Métropole, pour motif d'intérêt général, emporte l'obligation de résilier une ou plusieurs conventions d'occupation du domaine public conclues sur son fondement, la Métropole garantira l'indemnisation du préjudice subi par l'Opérateur. Dans un tel cas, les parties s'engagent à rechercher le règlement des conséquences de ces résiliations dans le cadre d'un protocole transactionnel à conclure entre la Métropole, l'Opérateur et la ou les commune(s) concernée(s).

Article 11.2 - Litiges

En cas de recours administratif ou contentieux à l'encontre de la présente convention cadre, les parties conviennent de se réunir dans les 8 jours à compter de la date de réception de ce recours afin de décider des suites à donner des conséquences de ce recours.

En cas de différends, les parties s'obligent à épuiser les voies permettant un accord amiable. En cas de désaccord persistant, le Tribunal Administratif de Paris sera le seul organe compétent pour en juger.

Fait en deux exemplaires originaux,

A S^t-Denis....., le 24.06.2020

Pour le Groupement,

SPIE CityNetworks

1-3, Place de la Berlina
93287 Saint-Denis Cedex
Tél : +33(0)1 48 13 42 42
Siret 434 085 395 00029

Luc SAUZE

Directeur Général
SPIE CityNetworks

Henri PIGANEAU

Président SIIT

E-TOTEM

Immeuble Le Rocacier
15, rue Camille de Rochetaillée
42000 SAINT-ETIENNE
Tél. 09 72 60 11 83

Hervé SONNEVILLE

Président e-totem

Pour la Métropole du Grand Paris,

Patrick OLLIER

(Président)



ANNEXE 1 : PLAN DE DEPLOIEMENT PREVISIONNEL PAR COMMUNE

Identification communes			Rappel installations base offre MGP (horizon mi 2022)									
Commune	Dpt	Nb hab.	Nb Pdc existants 3-7 MW	Nb Pdc existants 22 MW	Nb Pdc à créer 22 MW	Nb Pdc à créer 130 MW	Nb Pdc Total			Nb Stations substation	Nb Stations à créer	Nb Stations total
Alfort-sur-Seine	94	5 705	0	0	0	0	0			0	1	1
Afortville	94	43 386	26	16	0	4	46			2		2
Antony	92	62 210	5	12	0	4	21			4		4
Arcueil	94	21 567	16	11	0	0	26			5		5
Argenteuil	95	110 468	0	18	0	6	23			4		4
Asnières-sur-Seine	92	85 271	42	41	0	4	86			16		16
Aulnay-sous-Bois	93	33 601	0	0	17	0	17			0	2	2
Aubervilliers	93	40 271	0	0	16	4	21			0	4	4
Aulnay-sous-Bois	93	64 662	5	30	0	4	39			7		7
Bagnolles	92	39 763	26	16	0	4	46			9		9
Bagnolles	92	36 010	16	17	0	4	37			6		6
Bagneux	92	52 571	0	0	11	4	15			0	3	3
Boissy-Colombes	92	28 323	5	12	0	0	17			3		3
Boissy-Saint-Léger	94	15 812	0	0	6	0	6			0	1	1
Bondy	93	53 074	0	0	12	4	16			0	3	3
Bonneuil	94	17 452	0	0	0	0	0			0	1	1
Boulogne-Billancourt	92	119 645	21	48	0	8	77			14		14
Bourg-la-Reine	92	20 531	10	6	0	0	16			3		3
Bry-sur-Marne	94	16 542	0	0	0	0	0			0	1	1
Clichy	94	30 205	16	16	0	0	34			6		6
Champigny-sur-Marne	94	26 450	16	12	0	4	32			6		6
Charenton-le-Pont	94	30 774	0	12	0	4	16			3		3
Châtillon-Ménilly	92	38 016	10	12	0	4	26			5		5
Châtillon	92	36 775	10	16	0	4	30			7		7
Chelles	92	20 322	5	12	0	0	17			3		3
Chennevières-sur-Marne	94	18 396	0	0	4	0	4			0	1	1
Chennevières-sur-Marne	94	19 342	0	0	6	0	6			0	1	1
Clichy-la-Fol	94	44 450	0	0	12	4	16			0	3	3
Clichy	92	52 228	16	24	0	4	44			11		11
Clichy-la-Fol	92	60 387	10	16	0	4	30			5		5
Clichy-sous-Bois	93	29 835	0	8	0	0	8			1		1
Clichy	92	85 165	26	34	0	4	64			16		16
Courcouronnes	92	4 788	0	0	0	0	0			0	1	1
Courcouronnes	92	81 720	5	16	0	4	25			5		5
Créteil	94	89 392	89	12	0	4	105			20		20
Drancy	93	70 209	17	32	0	4	53			13		13
Dugny	93	10 659	0	0	0	0	0			1		1
Epinay-sur-Seine	93	55 157	5	11	0	4	20			4		4
Fontenay-sous-Bois	92	24 117	16	18	0	0	34			8		8
Fontenay-sous-Bois	94	52 772	5	16	0	4	25			5		5
Fremaux	94	27 416	0	0	0	0	0			0	1	1
Gagny	93	39 148	0	0	12	0	12			0	2	2
Garches	92	17 663	10	6	0	0	16			3		3
Garges-lès-Gonesse	92	46 651	12	6	0	4	22			13		13
Garges-lès-Gonesse	94	17 442	0	0	0	0	0			0	1	1
Garges-lès-Gonesse	93	6 852	0	0	0	0	0			0	1	1
Garges-lès-Gonesse	92	68 395	28	16	0	0	44			22		22
Garges-lès-Gonesse	94	60 771	0	0	12	4	16			0	3	3
Garges-lès-Gonesse	94	16 410	10	6	0	0	16			3		3
Garges-lès-Gonesse	91	16 341	0	0	6	0	6			0	1	1
Le Courmoulin	93	40 874	0	0	12	0	12			0	2	2
Le Courmoulin	92	29 428	16	16	0	0	34			6		6
Le Courmoulin	94	11 835	0	0	0	0	0			0		0
Le Courmoulin	93	55 087	0	0	0	4	4			1	1	2
Le Courmoulin	93	16 484	21	0	0	0	21			4		4
Le Courmoulin	94	25 292	0	0	6	0	6			0	1	1
Le Courmoulin	94	33 720	0	0	6	0	6			0	1	1
Le Courmoulin	94	20 279	16	12	0	0	28			5		5
Le Courmoulin	92	29 028	0	0	0	0	0			0		0
Le Courmoulin	93	17 554	0	0	0	0	0			1		1
Le Courmoulin	93	14 501	0	0	0	0	0			0	1	1
Le Courmoulin	93	22 762	0	0	0	4	4			3		3
Le Courmoulin	93	23 685	0	0	0	0	0			0	1	1
Le Courmoulin	92	85 469	37	12	0	4	53			10		10
Le Courmoulin	94	31 189	0	0	0	0	0			0	1	1
Le Courmoulin	93	7 330	0	0	0	0	0			0	1	1
Le Courmoulin	94	26 703	16	11	0	0	27			5		5

Identification communes			Rappel installations base offre MGP (horizon mi 2022)								
Ury-Gargan	93	44 464	0	0	17	4	16	0	3	3	
Maisons-Alfort	94	54 841	0	12	0	4	18	3		3	
Malesherbes	92	29 973	26	18	0	4	48	9		9	
Mandres-les-Roses	94	4 478	0	0	8	0	8	0	1	1	
Marnes-la-Coquette	92	1 751	0	0	6	0	6	0	1	1	
Marsilly-en-Brie	94	4 847	0	0	0	4	4	0	1	1	
Meudon	92	45 323	26	18	0	4	48	9		9	
Montfermeil	93	26 088	0	8	0	0	8	1		1	
Montreuil	93	104 742	31	36	0	0	75	14		14	
Montrouge	92	49 128	14	0	0	4	30	4		4	
Neuilly	91	12 596	0	0	6	0	6	0	1	1	
Nanterre	92	94 258	148	34	0	4	174	39		39	
Neuilly-Mehaute	93	21 177	10	13	0	0	13	4		4	
Neuilly-sur-Marne	91	34 783	0	0	8	4	10	0	2	2	
Neuilly-sur-Seine	92	60 580	0	18	0	4	22	3	1	4	
Nogent-sur-Marne	94	33 792	10	17	0	0	27	4		4	
Noves	94	4 709	0	0	6	0	6	0	1	1	
Nogent-le-Grand	93	88 958	0	0	12	4	16	0	3	3	
Nogent-le-Sec	93	42 647	0	18	0	4	22	4		4	
Orly	94	25 378	3	8	0	0	8	1		1	
Ormesson-sur-Marne	94	10 287	3	0	8	0	8	0	1	1	
Orsay	91	54 852	5	18	0	4	27	5		5	
Orsay-Mairie-France	91	7 411	0	0	6	0	6	0	1	1	
Orsay-Mairie-France	94	2 604	0	0	8	0	8	0	1	1	
Orsay-Mairie-France	93	29 524	0	0	6	0	6	0	1	1	
Palaiseau	92	44 682	5	18	0	4	27	5		5	
Palaiseau	93	25 831	0	12	0	4	16	3		3	
Palaiseau-Saint-Denis	93	45 411	28	0	0	4	30	6		6	
Palaiseau-Saint-Denis	92	78 195	73	30	0	4	107	20		20	
Palaiseau-Saint-Denis	94	5 810	18	0	0	0	18	3		3	
Palaiseau-Saint-Denis	92	30 120	5	12	0	0	17	3		3	
Palaiseau-Saint-Denis	93	110 733	0	12	0	4	30	3	1	4	
Palaiseau-Saint-Denis	94	22 275	15	0	0	4	20	4		4	
Saint-Maur-des-Fossés	94	75 285	0	0	0	4	4	1		1	
Saint-Maurice	94	14 874	5	6	0	0	11	2		2	
Saint-Ouen	93	47 432	97	18	0	4	59	11		11	
Satory	94	5 640	3	0	6	0	6	0	1	1	
Savigny-sur-Orge	91	36 307	0	0	12	0	12	0	2	2	
Sceaux	92	12 479	26	0	0	0	26	5		5	
Sevran	93	50 628	0	0	12	4	18	0	3	3	
Sèvres	92	23 635	21	13	0	0	33	6		6	
Stains	93	38 022	0	0	12	0	12	0	2	2	
Stains-Ble	94	26 279	0	6	0	0	6	1		1	
Survilliers	92	48 620	52	18	0	4	74	14		14	
Trois	94	22 006	0	0	6	0	6	0	1	1	
Tremblay-en-France	93	35 881	0	0	12	0	12	0	2	2	
Valenton	94	14 854	0	0	6	0	6	0	1	1	
Vauvray	92	27 846	16	12	0	4	32	6		6	
Vauvray	92	8 654	0	6	0	0	6	1		1	
Vauvray	93	6 988	0	0	6	0	6	0	1	1	
Villiers-Bas	94	9 684	0	0	6	4	10	0	2	2	
Villiers-d'Avray	92	17 509	10	0	0	0	10	2		2	
Villiers	94	55 478	31	24	0	4	59	13		13	
Villeneuve	93	30 051	0	0	6	0	6	0	1	1	
Villeneuve-la-Garenne	92	24 244	10	0	0	0	10	2		2	
Villeneuve-la-Rol	94	21 021	0	0	8	0	8	0	1	1	
Villeneuve-Saint-Georges	94	32 366	0	0	12	0	12	0	2	2	
Villiers	93	36 656	0	0	12	4	18	0	3	3	
Villiers	93	12 454	0	0	6	0	6	0	1	1	
Villiers-sur-Marne	94	28 278	0	0	0	0	0	0	1	1	
Vincennes	94	45 136	5	12	0	4	21	4		4	
Viry-Châtillon	93	30 579	0	0	6	0	6	0	1	1	
Viry-sur-Seine	94	22 725	3	0	12	4	18	0	3	3	
Total 338 communes			4 304 694	1 386	1 882	432	2 52	3 084	482	88	570
			habitant	Pdc assistances	Pdc assistances	Pdc à créer	Pdc à créer	Pdc au total	Stations assistances	Stations à créer	Stations au total
				3-7 kW	22 kW	22 kW	150 kW				

ANNEXE 2 : EQUILIBRE ECONOMIQUE PREVISIONNEL DU MODELE

5 Le modèle économique

5.1 MONTAGE

Notre proposition repose sur la constitution d'une société dédiée (SPV) dont l'unique objet sera de répondre aux objectifs de la Métropole dans le cadre de la convention à conclure.

Les principales caractéristiques de cette société dédiée seront les suivantes :

- Forme juridique : SAS
- Actionariat réparti entre les membres du groupement (SIIT majoritaire)

Cette société dédiée mettra en place des contrats de fourniture, d'installation et d'exploitation et d'entretien avec SPIE et e-Totem, le financement restant à la charge de cette société dédiée.

5.2 INVESTISSEMENTS

Le programme d'investissement détaillé au point 3 de ce mémoire est estimé à un montant total d'environ 15 M€ sur les 3 ans et se décompose de la manière suivante :

- 167 stations e-City : 3 828 K€ HT
- 72 stations e-City new : 3 019 K€ HT
- 63 stations e-Fast et e-Fast new : 6 924 K€ HT
- 268 stations e-Update : 1 905 K€ HT

TOTAL : 570 stations (soit 3084 points de charge) : 15 677 K€ HT

Ces investissements incluent la dépose des bornes actuelles concernées, la fourniture des nouvelles bornes, le raccordement électrique et l'installation des stations.

Ces investissements feront l'objet d'amortissements comptables linéaires à compter de leur mise en service et sur une durée de 12 ans.

5.3 PLAN DE FINANCEMENT

Le financement de ces investissements sera porté intégralement par le groupement au travers de la société dédiée constituée à cet effet sous forme de fonds propres (et éventuellement de financements bancaires).

Le groupement a également l'intention de recourir aux concours publics destinés à ce type d'infrastructures : subventions, contributions ADVENIR ...

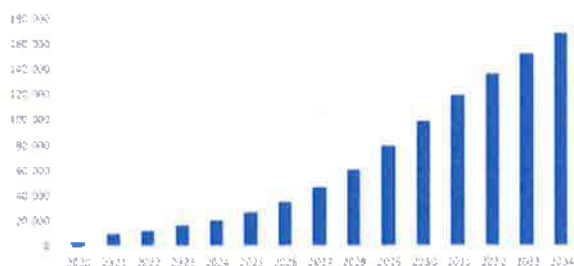
5.4 EXPLOITATION

5.4.1 Les recettes d'exploitation

Les recettes d'exploitation seront encaissées par la société dédiée et sont constituées principalement par la vente du kWh aux utilisateurs des bornes mais également par les recettes de stationnement post charge.

Nos estimations de recettes sont basées sur le parc actuel de voitures électriques du périmètre Grand Paris et sur son évolution prévisionnelle dans les années à venir.

Le graphique suivant présente nos estimations annuelles de MWh vendus aux utilisateurs sur le périmètre concerné :



Par ailleurs, nous avons également considéré qu'environ 1/3 des utilisateurs dépasseraient la durée de charge et généreraient ainsi des recettes complémentaires de stationnement pour la société dédiée.

L'application de la grille tarifaire présentée au point 3 de ce mémoire nous conduit aux estimations de recettes générées par l'exploitation des bornes et présentés dans le compte d'exploitation ci-après.

5.4.2 Les charges d'exploitation

L'exploitation et l'entretien du réseau déployé génèrent des charges portées par la société dédiée qui sont principalement les suivantes :

- Entretien et réparation des stations
- Gestion des abonnés
- Interfaces utilisateurs
- Coûts de télécommunication
- Coûts monétiques
- Abonnements électriques
- Achat des kWh
- Gestion et animation du réseau

- Assurances
- Frais externes de promotion et communication
- Frais généraux de gestion administrative

Selon le type de dépenses, ces coûts peuvent être de nature fixe (personnel de la société dédiée par exemple) ou plutôt de nature variable en fonction d'éléments opérationnels (par exemple, les coûts monétiques dépendent partiellement du montant des transactions, les coûts d'entretien des stations dépendent partiellement du nombre de charge effectuées sur les bornes ...)

Nous avons également prévu un budget permettant de faire face au Gros Entretien et Réparations nécessaire.

Nous avons estimé l'ensemble de ces coûts au plus juste de manière à optimiser l'équilibre de l'opération. Vous en trouverez le détail dans le compte d'exploitation ci-après.

Nous avons considéré que la mise à disposition de ces emplacements par les collectivités ne rentre pas dans l'assiette de la CFE (Cotisation Foncière des Entreprises) qui n'a donc pas été prise en compte dans notre proposition.

5.4.3 Redevances

Nous proposons à la Métropole un mécanisme de redevance variable calculée sur la base des résultats annuels de la société dédiée, conformément au projet de convention proposé en annexe 5.3.

5.4.4 Droit d'entrée

Nous proposons de verser aux communes un droit d'entrée en contrepartie de droits exclusifs d'occupation du domaine public pour les installations de recharge électriques : le montant est fixé à 5 000 € par place de stationnement.

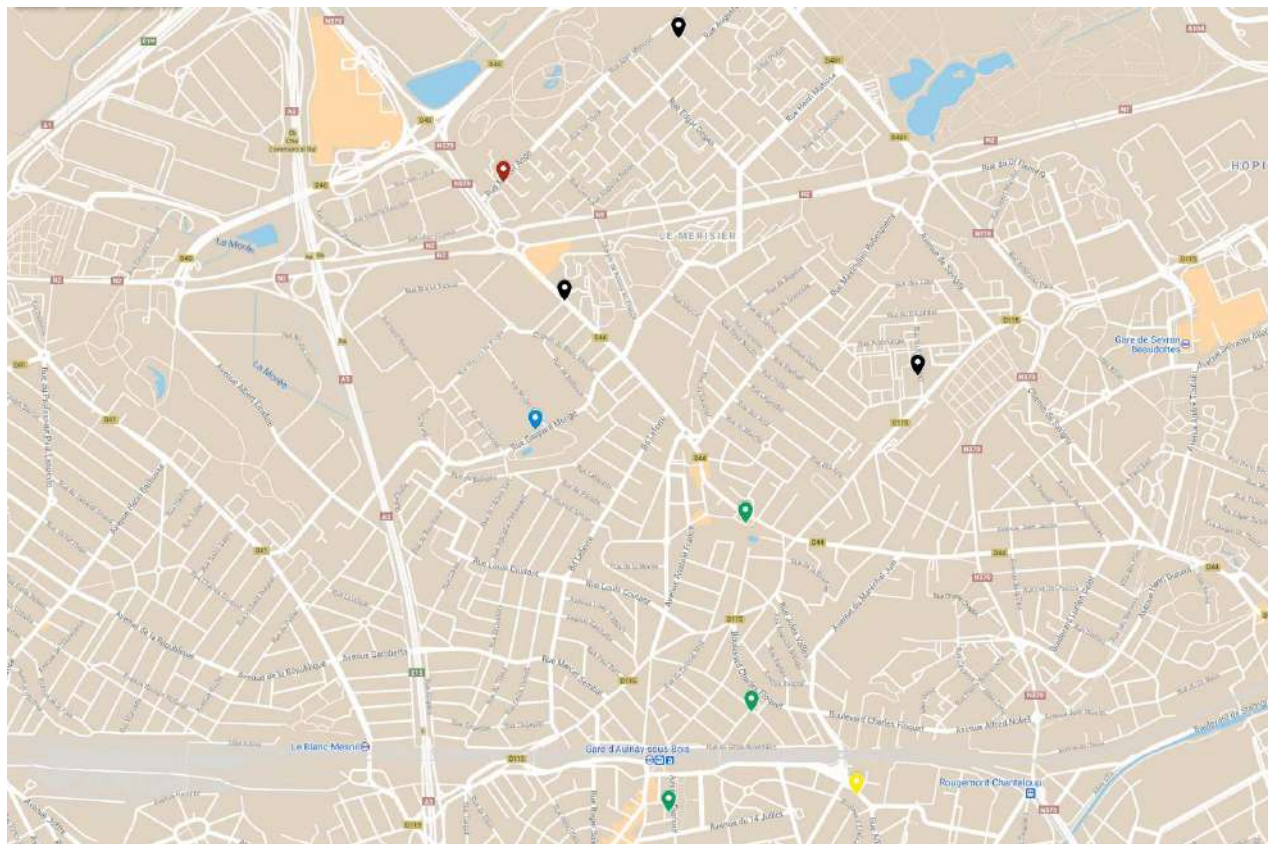
5.5 COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL

Vous trouverez ci-après le compte d'exploitation prévisionnel résultant des différentes hypothèses listées ci-dessus.

Trimestre	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	2100	2101	2102	2103	2104	2105	2106	2107	2108	2109	2110	2111	2112	2113	2114	2115	2116	2117	2118	2119	2120	2121	2122	2123	2124	2125	2126	2127	2128	2129	2130	2131	2132	2133	2134	2135	2136	2137	2138	2139	2140	2141	2142	2143	2144	2145	2146	2147	2148	2149	2150	2151	2152	2153	2154	2155	2156	2157	2158	2159	2160	2161	2162	2163	2164	2165	2166	2167	2168	2169	2170	2171	2172	2173	2174	2175	2176	2177	2178	2179	2180	2181	2182	2183	2184	2185	2186	2187	2188	2189	2190	2191	2192	2193	2194	2195	2196	2197	2198	2199	2200	2201	2202	2203	2204	2205	2206	2207	2208	2209	2210	2211	2212	2213	2214	2215	2216	2217	2218	2219	2220	2221	2222	2223	2224	2225	2226	2227	2228	2229	2230	2231	2232	2233	2234	2235	2236	2237	2238	2239	2240	2241	2242	2243	2244	2245	2246	2247	2248	2249	2250	2251	2252	2253	2254	2255	2256	2257	2258	2259	2260	2261	2262	2263	2264	2265	2266	2267	2268	2269	2270	2271	2272	2273	2274	2275	2276	2277	2278	2279	2280	2281	2282	2283	2284	2285	2286	2287	2288	2289	2290	2291	2292	2293	2294	2295	2296	2297	2298	2299	2300	2301	2302	2303	2304	2305	2306	2307	2308	2309	2310	2311	2312	2313	2314	2315	2316	2317	2318	2319	2320	2321	2322	2323	2324	2325	2326	2327	2328	2329	2330	2331	2332	2333	2334	2335	2336	2337	2338	2339	2340	2341	2342	2343	2344	2345	2346	2347	2348	2349	2350	2351	2352	2353	2354	2355	2356	2357	2358	2359	2360	2361	2362	2363	2364	2365	2366	2367	2368	2369	2370	2371	2372	2373	2374	2375	2376	2377	2378	2379	2380	2381	2382	2383	2384	2385	2386	2387	2388	2389	2390	2391	2392	2393	2394	2395	2396	2397	2398	2399	2400	2401	2402	2403	2404	2405	2406	2407	2408	2409	2410	2411	2412	2413	2414	2415	2416	2417	2418	2419	2420	2421	2422	2423	2424	2425	2426	2427	2428	2429	2430	2431	2432	2433	2434	2435	2436	2437	2438	2439	2440	2441	2442	2443	2444	2445	2446	2447	2448	2449	2450	2451	2452	2453	2454	2455	2456	2457	2458	2459	2460	2461	2462	2463	2464	2465	2466	2467	2468	2469	2470	2471	2472	2473	2474	2475	2476	2477	2478	2479	2480	2481	2482	2483	2484	2485	2486	2487	2488	2489	2490	2491	2492	2493	2494	2495	2496	2497	2498	2499	2500	2501	2502	2503	2504	2505	2506	2507	2508	2509	2510	2511	2512	2513	2514	2515	2516	2517	2518	2519	2520	2521	2522	2523	2524	2525	2526	2527	2528	2529	2530	2531	2532	2533	2534	2535	2536	2537	2538	2539	2540	2541	2542	2543	2544	2545	2546	2547	2548	2549	2550	2551	2552	2553	2554	2555	2556	2557	2558	2559	2560	2561	2562	2563	2564	2565	2566	2567	2568	2569	2570	2571	2572	2573	2574	2575	2576	2577	2578	2579	2580	2581	2582	2583	2584	2585	2586	2587	2588	2589	2590	2591	2592	2593	2594	2595	2596	2597	2598	2599	2600	2601	2602	2603	2604	2605	2606	2607	2608	2609	2610	2611	2612	2613	2614	2615	2616	2617	2618	2619	2620	2621	2622	2623	2624	2625	2626	2627	2628	2629	2630	2631	2632	2633	2634	2635	2636	2637	2638	2639	2640	2641	2642	2643	2644	2645	2646	2647	2648	2649	2650	2651	2652	2653	2654	2655	2656	2657	2658	2659	2660	2661	2662	2663	2664	2665	2666	2667	2668	2669	2670	2671	2672	2673	2674	2675	2676	2677	2678	2679	2680	2681	2682	2683	2684	2685	2686	2687	2688	2689	2690	2691	2692	2693	2694	2695	2696	2697	2698	2699	2700	2701	2702	2703	2704	2705	2706	2707	2708	2709	2710	2711	2712	2713	2714	2715	2716	2717	2718	2719	2720	2721	2722	2723	2724	2725	2726	2727	2728	2729	2730	2731	2732	2733	2734	2735	2736	2737	2738	2739	2740	2741	2742	2743	2744	2745	2746	2747	2748	2749	2750	2751	2752	2753	2754	2755	2756	2757	2758	2759	2760	2761	2762	2763	2764	2765	2766	2767	2768	2769	2770	2771	2772	2773	2774	2775	2776	2777	2778	2779	2780	2781	2782	2783	2784	2785	2786	2787	2788	2789	2790	2791	2792	2793	2794	2795	2796	2797	2798	2799	2800	2801	2802	2803	2804	2805	2806	2807	2808	2809	2810	2811	2812	2813	2814	2815	2816	2817	2818	2819	2820	2821	2822	2823	2824	2825	2826	2827	2828	2829	2830	2831	2832	2833	2834	2835	2836	2837	2838	2839	2840	2841	2842	2843	2844	2845	2846	2847	2848	2849	2850	2851	2852	2853	2854	2855	2856	2857	2858	2859	2860	2861	2862	2863	2864	2865	2866	2867	2868	2869	2870	2871	2872	2873	2874	2875	2876	2877	2878	2879	2880	2881	2882	2883	2884	2885	2886	2887	2888	2889	2890	2891	2892	2893	2894	2895	2896	2897	2898	2899	2900	2901	2902	2903	2904	2905	2906	2907	2908	2909	2910	2911	2912	2913	2914	2915	2916	2917	2918	2919	2920	2921	2922	2923	2924	2925	2926	2927	2928	2929	2930	2931	2932	2933	2934	2935	2936	2937	2938	2939	2940	2941	2942	2943	2944	2945	2946	2947	2948	2949	2950	2951	2952	2953	2954	2955	2956	2957	2958	2959	2960	2961	2962	2963	2964	2965	2966	2967	2968	2969	2970	2971	2972	2973	2974	2975	2976	2977	2978	2979	2980	2981	2982	2983	2984	2985	2986	2987	2988	2989	2990	2991	2992	2993	2994	2995	2996	2997	2998	2999	3000
Charges de la concurrence																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									</																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																

Annexe n°2 : Plan des emplacements mis à disposition et caractéristiques des bornes de recharge.

Plan de la localisation :



-  Proximité 3-7 kW
-  Citadine 3-22 kW
-  Citadine 3-22 kW (créées)
-  Express 50-150 kW
-  Station déposée

Qualification des stations :







Annexe 2						Nombre et typologie des futures Points de charge METROPOLIS		
N° Stations	Adresses	Coordonnées GPS	Coordonnées GPS	Nombres de PdC existants	Nombres de PdC à créer	Proximités	Citadines	Express
		[Latitude]	[Longitude]			3-7 kW	3-22 kW	50-150 kW
S047	2 rue Joseph Marie Jacquard	48.9490709	2.4886224	6		Non reprise par Metropolis		
S048	18 Avenue Dumont	48.9301422	2.4952502	7			6	
S049	Rue du 8 Mai 1945	48.9463545	2.509404	6		Non reprise par Metropolis		
S050	22 boulevard Félix Faure - Parking hotel de ville	48.9337427	2.4995428	6			6	
S051	1 Rue Maryse Bastié	48.9591491	2.4959471	5		Non reprise par Metropolis		
S052	18 rue de Sevran	48.9413633	2.4989645		4		4	
S053	7 rue Arthur Chevalier	48.9305061	2.5060598	6		6		
S054	25 rue Nicolas Robert	48.944776	2.487561		4		4	
S055	63 rue Michel Ange	48.953583	2.484809		4			4
	Sous total			36	12	6	20	4











Les coordonnées mentionnées pour les implantations des stations sont celles du barycentre des places, ou celles du totem d'alimentation.

Le système de coordonnées employé : **Lambert 93.**

Annexe n°3 : Etat des lieux contradictoires avec reportage photographique.

Reportage photos des futurs emplacements :

GENERAL							
N° Site	S048			Date :	14/06/2020		
Ville	Aulnay sous bois			Type d'accès	<input checked="" type="checkbox"/> Simple	<input type="checkbox"/> Complexe	
Adresse	18 Avenue Dumont			Présence Bulle	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	
Configuration	<input checked="" type="checkbox"/> Créneau	<input type="checkbox"/> Bataille	<input type="checkbox"/> Epi	Typologie :	6		
Signalisation horizontale	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui :		verticale	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui :	
Photo 1 (Vue générale du site)				Photo 2 (Vue des marquages)			
							
TOTEM							
Présent	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	Etat	<input checked="" type="checkbox"/> Neuf	<input type="checkbox"/> Réparable	<input type="checkbox"/> Vandalisé hors d'usage	
N° PDL	22569319689202			Arrivée EDF	<input checked="" type="checkbox"/> Triphasée	<input type="checkbox"/> Monophasée	
Présence switch	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	Nbr départs	6		Sections	3G4
Photo 3 (Vue du PDL)		Photo 4 (Vue bas de		Photo 5 (Vue pro			
							
POTELET							
Potelet	1	2	3	4	5	6	7
Etat	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon
Trottoir							
Chaussée	X	X	X	X	X	X	X
Ilot							
Protection mécanique	X	X	X	X	X	X	X
Marquage présent							
Marquage à effacer							
Photo 6 (Potelet)							
REMARQUES							
Marquage horizontale à effectuer.							
Nom : _____				Signature : _____			

GENERAL							
N° Site	S050			Date :	14/06/2020		
Ville	Aulnay sous bois			Type d'accès	<input checked="" type="checkbox"/> Simple	<input type="checkbox"/> Complexe	
Adresse	22 boulevard Félix Faure - Parking hotel de ville			Présence Bulle	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	
Configuration	<input checked="" type="checkbox"/> Créneau	<input type="checkbox"/> Bataille	<input type="checkbox"/> Epi	Typologie :	3+3		
Signalisation horizontale	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui :		verticale	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui :	
Photo 1 (Vue générale du site)				Photo 2 (Vue des marquages)			
TOTEM							
Présent	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	Etat	<input checked="" type="checkbox"/> Neuf	<input type="checkbox"/> Réparable	<input type="checkbox"/> Vandalisé hors d'usage	
N° PDL	22569609124830			Arrivée EDF	<input checked="" type="checkbox"/> Triphasée	<input type="checkbox"/> Monophasée	
Présence switch	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	Nbr départs	6		Sections	3G4
Photo 3 (Vue du PDL)			Photo 4 (Vue bas de totem (0))			Photo 5 (Vue protection)	
POTELET							
Potelet	1	2	3	4	5	6	7
Etat	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Accidenté	
Trottoir	X	X	X	X	X	X	
Chaussée							
Illet							
Protection mécanique							
Marquage présent							
Marquage à effacer	X	X	X	X	X	X	
Photo 6 (Potelet)							
REMARQUES							
Effacer le marquage "Autolib".							
Marquage à effectuer							
Nom : _____				Signature : _____			

GENERAL

N° Site : S052 Date : 14/06/2020
 Ville : Aulnay sous bois Type d'accès ☐ Simple ☐ Complexe
 Adresse : 18 Rue de Sevrans Présence Bulle ☐ Oui ☐ Non
 Configuration ☒ Créneau ☐ Bataille ☐ Epi Typologie :
 Signalisation horizontale ☒ Non ☐ Oui : verticale ☒ Non ☐ Oui :

Photo 1 (Vue générale du site)



Photo 2 (Vue des marquages)



TOTEM

Présent ☐ Oui ☒ Non Etat ☐ Neuf ☐ Réparable ☒ Vandalisé hors d'usage
 N° PDL : A créer Arrivée EDF ☐ Triphasée ☐ Monophasée
 Présence switch ☐ Oui ☐ Non Nbr départs : Sections :

Photo 3 (Vue du Potelet)



Photo 4 (Vue bas de totem Ø)

Photo 5 (Vue protections électriques)

POTELET


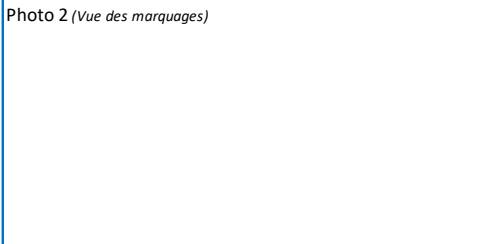


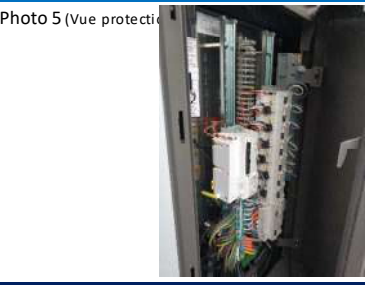

Potelet	1	2	3	4	5	6	7
Etat	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	
Trottoir							
Chaussée							
Illet							
Protection mécanique							
Marquage présent							
Marquage à effacer	X	X	X	X	X	X	
Photo 6 (Potelet)							

REMARQUES

Station déposée
 Infrastructure souterraine inexploitable

Nom : _____

Signature : _____

GENERAL							
N° Site	S053			Date :	14/06/2020		
Ville	Aulnay sous bois			Type d'accès	<input type="checkbox"/> Simple	<input checked="" type="checkbox"/> Complexe	
Adresse	7 rue Arthur Chevalier			Présence Bulle	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	
Configuration	<input checked="" type="checkbox"/> Créneau	<input type="checkbox"/> Bataille	<input type="checkbox"/> Epi	Typologie :	6		
Signalisation horizontale	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui :		verticale	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui :	
Photo 1 (Vue générale de l'installation)				Photo 2 (Vue des marquages)			
							
TOTEM							
Présent	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	Etat	<input checked="" type="checkbox"/> Neuf	<input type="checkbox"/> Réparable	<input type="checkbox"/> Vandalisé hors d'usage	
N° PDL	22524746606709			Arrivée EDF	<input checked="" type="checkbox"/> Triphasée	<input type="checkbox"/> Monophasée	
Présence switch	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	Nbr départs	6		Sections	3G4
Photo 3 (Vue du PDL)		Photo 4 (Vue bas de l'installation)		Photo 5 (Vue protection électrique)			
							
POTELET							
Potelet	1	2	3	4	5	6	7
Etat	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	
Trottoir	X	X	X	X	X	X	
Chaussée							
Illet							
Protection mécanique							
Marquage présent							
Marquage à effacer							
Photo 6 (Potelet)							
REMARQUES							
Marquage à effectuer							
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div>Nom : _____</div> <div>Signature : _____</div> </div>							

S054 - 25 rue Nicolas Robert, Aulnay-sous-Bois



S055 - 63 rue Michel Ange, Aulnay-sous-Bois



Qualification de ces opérations supplémentaires :

[illegible]

A date de rédaction des présentes, concernant la station prévue rue Nicolas Robert, Metropolis est entrée en contact avec la société Espaceo, concessionnaire du futur centre aquatique situé rue Gaspard Monge, à proximité immédiate de l'emplacement prévu pour la station. Le concessionnaire ayant prévu l'installation de bornes de recharge sur le parking dédié au centre aquatique, dans le cas où ces bornes seraient gratuites et accessibles à tous, Metropolis et la Ville d'Aulnay-sous-Bois statueront d'un commun accord sur le choix d'un autre emplacement plus opportun pour cette station.

Annexe n°4 : Programme contractuel initial et proposé selon annexe 2

1° Programme initial, et valeur prévisionnelle de l'investissement pour la commune d'AULNAY-SOUS-BOIS :

Le programme contractuel initial a été établi sur la base du cahier des charges qui donnait le nombre d'anciennes stations Autolib présentes dans la ville, sans adresses ni visites préalables.

La répartition et la puissance des stations ont été établies selon la population, le nombre de véhicules dans le département, la présence de bornes de recharge concurrentes, l'homogénéité par rapport aux communes voisines.

Bilan initial

	Nombre de stations prévues	Nombre de places prévues	Puissance installée en Kw	Prix unitaire Fourniture et pose HT	Investissement équipement initial HT	Droit d'entrée initial HT	Total investissement HT
Bornes Proximité 3-7 kW	1	6	36 kW	1 775,00 €	10 650,00 €	30 000,00 €	40 650,00 €
Bornes Citadines 3-22 kW sur Autolib 6 places par station	5	30	180 kW	3 820,33 €	114 610,00 €	150 000,00 €	264 610,00 €
Bornes Citadines 3-22 kW sur Autolib 4 places par station	0	0	0 kW	4 237,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Bornes Citadines 3-22 kW nouvel emplacement 6 places par station	0	0	0 kW	6 988,33 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Bornes Citadines 3-22 kW nouvel emplacement 4 places par station	0	0	0 kW	7 405,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Borne Express 50-150 kW	1	4	250 kW	27 478,00 €	109 912,00 €	20 000,00 €	129 912,00 €
Totaux	7	40	466 kW		235 172,00 € HT	200 000,00 € HT	435 172,00 € HT

2° Programme final selon Annexe 2, et valeur réel de l'investissement pour la commune d'AULNAY-SOUS-BOIS :

Le programme proposé est établi sur la base du programme initial et selon plusieurs critères :

- Analyse des rues, quartiers, circulations, pour déterminer le type de station ;
- Visite des lieux ;
- Le cas échéant :
 - Etat des lieux de tous les anciens sites Autolib ;
 - Abandon provisoire des sites démontées, et si nécessaire avenant futur après étude du nouveau site ;
 - Echange avec la ville sur les évolutions possibles ;
 - Bilan de travaux non prévus ;
 - Compensation de stations supprimées par l'augmentation de puissance globale pour la ville.

Bilan annexe 2

	Nombre de stations annexe 2	Nombre de places annexe 2	Puissance installée en Kw	Prix unitaire Fourniture et pose HT	Investissement équipement correspondant HT	Droit d'entrée correspondant HT	Total investissement HT
Bornes Proximité 3-7 kW	1	6	36 kW	1 775,00 €	10 650,00 €	30 000,00 €	40 650,00 €
Bornes Citadines 3-22 kW sur Autolib 6 places par station	2	12	72 kW	3 820,33 €	45 844,00 €	60 000,00 €	105 844,00 €
Bornes Citadines 3-22 kW sur Autolib 4 places par station	1	4	36 kW	4 237,00 €	16 948,00 €	20 000,00 €	36 948,00 €
Bornes Citadines 3-22 kW nouvel emplacement avec 6 places par station	0	0	0 kW	6 988,33 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Bornes Citadines 3-22 kW nouvel emplacement 4 places par station	1	4	36 kW	7 405,00 €	29 620,00 €	20 000,00 €	49 620,00 €
Borne Express 50-150 kW	1	4	250 kW	27 478,00 €	109 912,00 €	20 000,00 €	129 912,00 €
Travaux non prévus selon annexe 2	Rééquilibrage investissement sur droit d'entrée					0,00 €	0,00 €
Totaux	6	30	430 kW		212 974,00 € HT	150 000,00 € HT	362 974,00 € HT

Ecart investissement par rapport au bilan initial

-72 198,00 € HT

Droit d'entrée résiduel :

150 000,00 € HT

3 ° Bilan global :

Le bilan financier proposé est inférieur au bilan initial prévu, la commune ayant opté pour la non reprise de 3 stations existantes, ainsi que pour la limitation du nombre de points de charge sur certaines stations reprises ou créées.

La puissance installée globale est de ce fait sensiblement inférieure à celle initialement prévue, même si elle est compensée par la création de 2 nouvelles stations.

Le montant du droit d'entrée prévisionnel à payer à la commune d'AULNAY-SOUS-BOIS sera de : 150 000,00 € après installation.

Qualification des stations :

Annexe 2						Nombre et typologie des futures Points de charge METROPOLIS		
N° Stations	Addresses	Coordonnées GPS [Latitude]	Coordonnées GP5 [Longitude]	Nombres de PdC existants	Nombres de Pdc à créer	Proximités 3-7 kW	Citadines 3-22 kW	Express 50-150 kW
S047	2 rue Joseph Marie Jacquard	48.9490709	2.4986224	6		Non reprise par Metropolis		
S048	18 Avenue Dumont	48.9301422	2.4952502	7			6	
S049	Rue du 8 Mai 1945	48.9483545	2.508404	6		Non reprise par Metropolis		
S050	22 boulevard Félix Faure - Parking hotel de ville	48.9337427	2.4995428	6			6	
S051	1 Rue Maryse Bastié	48.9591491	2.4959471	5		Non reprise par Metropolis		
S052	18 rue de Sevran	48.9413933	2.4980645		4		4	
S053	7 rue Arthur Chevalier	48.9305081	2.5080698	6		6		
S054	25 rue Nicolas Robert	48.944778	2.487531		4		4	
S055	63 rue Michel Ange	48.953583	2.464809		4			4
	Sous total			36	12	6	20	4

Les coordonnées mentionnées pour les implantations des stations sont celles du barycentre des places, ou celles du totem d'alimentation.

Le système de coordonnées employé : **Lambert 93.**

Annexe n°5 : Compte d'exploitation prévisionnel Métropolis

CEP annuel en K€ HT		2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035
	TOTAL																
Ventes de kWh	390 398	1 141	3 197	4 225	5 583	7 379	9 750	12 883	17 021	22 487	29 706	37 277	45 451	52 494	58 664	65 554	17 588
Stationnement	20 431	80	218	279	358	459	589	756	972	1 251	1 611	1 972	2 347	2 648	2 892	3 161	837
Recettes	410 830	1 221	3 415	4 504	5 941	7 837	10 339	13 639	17 993	23 738	31 317	39 249	47 798	55 142	61 556	68 715	18 425
Charges d'électricité																	
Abonnements	1 941	4	62	129	142	142	142	142	142	142	142	142	142	142	142	142	36
Fourniture	93 884	299	832	1 091	1 429	1 873	2 455	3 217	4 215	5 524	7 238	9 011	10 900	12 491	13 850	15 358	4 101
Charges relatives aux services monétiques	10 133	37	122	177	218	263	322	398	497	624	790	958	1 133	1 275	1 393	1 523	403
Charges de télécommunication	2 572	6	83	171	189	189	189	189	189	189	189	189	189	189	189	189	47
Charges de personnel (dont charges sociales)	5 700	285	380	380	380	380	380	380	380	380	380	380	380	380	380	380	95
Fourniture d'entretien courant et de maintenance																	
Courant	57 686	428	1 433	2 159	2 457	2 688	2 927	3 177	3 495	3 901	4 419	4 930	5 450	5 854	6 169	6 512	1 687
Tuilage	160	160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses de GER	3 511	176	234	234	234	234	234	234	234	234	234	234	234	234	234	234	59
Assurances	1 425	71	95	95	95	95	95	95	95	95	95	95	95	95	95	95	24
Frais généraux de fonctionnement																	
Frais généraux de fonctionnement	1 500	75	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	25
Communication	1 500	75	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	25
Frais de structure	1 950	98	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	33
Redevances versées au titre du contrat																	
RODP	56 493	0	0	0	0	0	0	413	1 211	2 147	3 045	4 505	6 013	7 684	9 010	10 399	12 065
Amortissements de caducité	15 677	0	408	1 061	1 306	1 306	1 306	1 306	1 306	1 306	1 306	1 306	1 306	1 306	898	245	0
Amortissements droit d'entrée	15 420	33	477	1 021	1 134	1 134	1 134	1 134	1 134	1 134	1 134	1 134	1 134	1 134	1 134	1 134	283
Charges	269 550	1 747	4 457	6 848	7 915	8 634	9 514	11 014	13 228	16 007	19 303	23 214	27 306	31 115	33 825	36 541	18 883
Résultat courant avant IS	141 279	-526	-1 042	-2 344	-1 973	-797	825	2 625	4 765	7 731	12 014	16 035	20 491	24 027	27 731	32 174	-458
IS	-35 434	0	0	0	0	0	0	-203	-471	-1 642	-3 004	-4 009	-5 123	-6 007	-6 933	-8 044	0
Résultat net	105 845	-526	-1 042	-2 344	-1 973	-797	825	2 422	4 295	6 089	9 011	12 026	15 369	18 020	20 798	24 131	-458

Commune d'AULNAY-SOUS-BOIS
Convention d'occupation du domaine public
pour installation et exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques sur voirie

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

POUR L'INSTALLATION ET EXPLOITATION
D'INFRASTRUCTURES DE RECHARGE POUR VEHICULES
ELECTRIQUES
SUR VOIRIE
DANS LA COMMUNE D'AULNAY-SOUS-BOIS

Entre la commune d'AULNAY-SOUS-BOIS gestionnaire du domaine public, représentée par son maire, M. Bruno BESCHIZZA dûment autorisé(e) par la délibération numéro °.....du conseil municipal du d'une part

Ci-après dénommée « **le Gestionnaire** »,

Et

La société METROPOLIS, 30 rue d'Astorg, 75 008 Paris, représenté par,
Monsieur, d'autre part,

Ci-après dénommé « **l'Occupant** ».

Ci-après dénommées ensemble « **Les Parties** »

Et

En présence de la Métropole du Grand Paris, 15-19 avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris, intervenant aux présentes, représentée par Monsieur Patrick Ollier, Président, agissant pour le compte de la Métropole en application d'une délibération du conseil métropolitain en date du 15 mai 2020

Ci-après dénommée « **la Métropole** »

SOMMAIRE

Préambule	4
Article 1 : Objet de la convention d'occupation du domaine public	4
Article 2 : Désignation des emplacements mis à disposition et projet d'installation	4
Article 3 : Destination du ou des emplacements	5
Article 4 : Etat des lieux	5
Article 5 : Exercice de la concurrence	5
Article 6 : Redevance d'occupation du domaine public	6
Article 6.1 - Part fixe : droit d'entrée	6
Article 6.2 - Part variable : intéressement des communes	6
Article 6.3. – Modification de la part variable	7
Article 7 : Principes des obligations respectives liées aux engagements préalables de la convention-cadre de partenariat	7
7.1. – Opposabilité à l'Occupant de la convention-cadre	7
7.2. – Engagements de la convention-cadre transférés au Gestionnaire	7
7.3. – Réduction du périmètre des permis d'occupation du domaine public	8
Article 8 : Surcoûts générés par les Tiers	8
Article 9 : Intuitu Personae	8
Article 10 : Durée de la convention	8
Article 11 : Résiliation pour motif d'intérêt général	9
Article 12 : Résiliation pour faute	9
Article 13 : Résiliation pour force majeure	9
Article 14 : Démarches administratives préalables aux travaux d'installation des infrastructures de recharge	10
Article 15 : Exploitation, entretien et maintenance des infrastructures de recharge – Responsabilité .	10
Article 16 : Travaux ultérieurs sur la dépendance du domaine public	10
Article 16.1 – Travaux à l'initiative de l'Occupant	10
Article 16.2 – Travaux à l'initiative du Gestionnaire	10
Article 17 : Règlement des litiges	11
Article 18 : Annexes	11

Préambule

A l'issue d'une procédure d'appel à initiatives privées pour l'installation et l'exploitation d'infrastructures de recharges pour véhicules électriques (IRVE) sur voirie dans les communes de la Métropole hors Paris, la Métropole du Grand Paris a retenu l'offre du groupement SIIT-SPIE CityNetworks-Etotem (ci-après « l'Offre »).

Dans le cadre de l'organisation générale de ce projet, les membres du groupement précité ont créé METROPOLIS (ci-après « l'Occupant »), société dédiée, destinée à détenir des droits d'occupation de parcelles domaniales aux termes de conventions d'occupation du domaine public. Il est précisé que la société METROPOLIS reprend intégralement les droits et obligations des membres du groupement SIIT-SPIE CityNetworks-Etotem, sans que la mise en œuvre de cette entité ne génère de solidarité entre ses actionnaires au bénéfice des tiers.

L'offre est basée sur la remise en service des stations ex-Autolib par remplacement de bornes et sur des déploiements complémentaires sur l'ensemble des communes du territoire de la Métropole (sauf Paris), en vue de créer un réseau de stations de recharges comprenant 3 084 points de charge répartis sur les 130 communes concernées.

Dans ce contexte, après autorisation de son Conseil Métropolitain en date du 15 mai 2020, elle a signé avec l'Occupant, le 24 juin 2020 une **CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT pour L'INSTALLATION ET L'EXPLOITATION D'INFRASTRUCTURES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES SUR VOIRIE DANS LES COMMUNES DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS (annexe 1** à la présente convention) ;

Les dispositions de la présente convention d'occupation du domaine public doivent être compatibles avec celles de la convention-cadre de partenariat.

Article 1 : Objet de la convention d'occupation du domaine public

Sans préjudice des règlements adoptés par l'autorité de police chargée de la circulation et du stationnement sur le domaine public occupé, le présent document a pour objet de fixer les conditions d'occupation du domaine public par les infrastructures nécessaires au service de recharge de véhicules électriques ou hybrides rechargeables, et notamment les obligations respectives des Parties.

Elle est précaire et révocable pour tout motif d'intérêt général, conformément aux dispositions de l'article L.2122-3 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Article 2 : Désignation des emplacements mis à disposition et projet d'installation

La présente convention d'occupation du domaine public est accordée sur le(s) site(s) délimité(s) sur le plan en **annexe 2** à la présente.

Les caractéristiques des bornes de recharge prévues sur ces emplacements, ainsi que le projet d'aménagement, sont mentionnés sur le plan en **annexe 2**.

Article 3 : Destination du ou des emplacements

L'autorisation est accordée à l'Occupant en vue uniquement de créer, entretenir et exploiter un réseau d'infrastructures nécessaires à la recharge de véhicules électriques et de véhicules hybrides rechargeables.

L'exploitation des infrastructures de recharges électriques par l'Occupant ne peut donner lieu à la constitution d'un fonds de commerce au sens de la législation sur les baux commerciaux.

Article 4 : Etat des lieux

Un état des lieux sera réalisé de manière contradictoire par les Parties avant la prise d'effet de ladite convention et sera annexé en **annexe 3**.

Au cas où suite aux interventions effectuées sur les ex-stations Autolib après l'arrêt du service, cet état des lieux mettrait en évidence des écarts par rapport à l'état initial du site pris en considération par l'Occupant, le montant de la part fixe de la redevance, lequel couvre la valeur locative de la parcelle domaniale, serait modifié dans les conditions de l'article 6.1 ci-après.

Dans l'hypothèse où certaines autorisations ne pourraient être obtenues pour des raisons techniques ou administratives, le Gestionnaire et l'Occupant rechercheront d'un commun accord un emplacement de substitution, présentant des caractéristiques compatibles avec l'économie du projet. Le Gestionnaire accepte expressément le principe de cette substitution.

Article 5 : Exercice de la concurrence

Les droits de l'Occupant ne doivent pas avoir pour effet de fausser la concurrence.

Cependant, le Gestionnaire s'oblige à consulter l'Occupant avant toute démarche qu'il engagerait en vue de développer et diversifier les prestations sur son territoire.

Article 6 : Redevance d'occupation du domaine public

La redevance pour occupation du domaine public de voirie liée aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques qui sera appelée auprès de l'Occupant sera définie comme suit :

- une part fixe payable en une seule fois valant droit d'entrée ;
- une part variable payable chaque année perçue au titre d'un intéressement des communes ;

Article 6.1 - Part fixe : droit d'entrée

L'Occupant versera au Gestionnaire, dans les 30 jours à compter de la date de mise en exploitation de chaque station prévue en annexe 2, un droit d'entrée de **5 000 euros HT par emplacement de stationnement** ainsi mis à disposition par le Gestionnaire, dans la limite du programme contractuel ci-après annexé (**annexe n°4**).

En cas de déploiement complémentaire au-delà du programme contractuel, le droit d'entrée sera discuté entre les Parties suivant les caractéristiques de ces déploiements.

En cas d'écarts constatés lors de l'état des lieux tels que visés à l'article 4, le droit d'entrée sera réduit du montant du surcoût correspondant aux travaux induits par rapport à un simple remplacement de bornes.

Article 6.2 - Part variable : intéressement des communes

Lorsque l'Occupant atteindra des résultats annuels bénéficiaires, il versera au titre de la part variable de la redevance pour occupation du domaine public au 30 juin de l'année N, la quote-part de l'intéressement des communes fixée à 50% du résultat net de l'année N-1 au prorata du nombre d'emplacements de la station mis à sa disposition par le Gestionnaire. Ce prorata sera établi sur la base du nombre d'emplacements du programme contractuel en annexe 4 confiés par la commune Gestionnaire ramené au nombre total d'emplacements du programme contractuel en annexe 4 confiés par l'ensemble des communes de la Métropole, ces quantités étant établies au 31 décembre de l'année N-1.

A cet effet, l'Occupant transmettra annuellement à la Métropole les documents opérationnels et comptables dans les six mois à compter de la clôture de son exercice comptable.

Les quantités étant établies au 31 décembre de l'année N-1, le montant de cette quote-part sera validé par la Métropole avant communication au Gestionnaire de toutes les informations nécessaires, notamment sur la répartition de l'intéressement.

Conformément à l'article L.2125-3 du CGPPP, la redevance doit « *tenir compte des avantages de toute nature procurés au Titulaire de l'autorisation* ».

En conséquence, le montant susvisé de la part variable de la redevance qui précisément couvre les avantages de l'occupation procurés à l'Occupant sera modifié en application des principes de l'article 7.3., le cas échéant.

Le Gestionnaire s'engage à appliquer le montant de cette redevance (part fixe et part variable) au titre de la fixation du montant de la redevance domaniale associée à l'implantation et à l'exploitation des stations de recharges pour véhicules électriques, déterminée conformément aux principes des articles L.2125-1 et L.2125-3 du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 6.3. – Modification de la part variable

La part variable de la redevance devant être fixée conformément à l'article L.2125-1 du CGPPP, au plus près de la réalité économique, la quote-part annuelle de l'intéressement contractuel fixée à l'article 7.2, correspondant à des emplacements immobilisés (travaux de voirie, fermeture de la voie à la circulation, dégradations importantes, etc.) pendant une durée de plus d'un mois au cours de l'année N-1 pour des raisons indépendantes de la volonté de l'Occupant, ne sera pas versée au Gestionnaire.

Article 7 : Principes des obligations respectives liées aux engagements préalables de la convention-cadre de partenariat

7.1. – Opposabilité à l'Occupant de la convention-cadre

Les engagements pris par l'Occupant suivant les termes de la convention-cadre s'appliquent à l'égard du Gestionnaire au titre de la présente convention d'occupation du domaine public.

7.2. – Engagements de la convention-cadre transférés au Gestionnaire

Le Gestionnaire n'étant pas signataire de la convention-cadre, il s'engage au titre de la présente convention à respecter les obligations suivantes :

- ✓ Le Gestionnaire s'interdit formellement d'intervenir sur les infrastructures de recharge et engage son entière responsabilité sur toutes les conséquences pouvant résulter du non-respect de cette interdiction ;
- ✓ Le Gestionnaire s'engage à faire respecter l'interdiction de stationnement sans recharge sur les emplacements objet de la présente convention, conformément aux dispositions de l'article R417-10 modifié par décret n°2019-1082 du 23 octobre 2019 - art. 28 et par décret n°2003-536 du 20 juin 2003. Il s'engage à communiquer à l'Occupant à première demande, les coordonnées téléphoniques directes du service chargé de la verbalisation ;
- ✓ Le Gestionnaire communiquera régulièrement, notamment au cours des deux premières années suivant la signature de la présente convention, dans les publications municipales, sur le déploiement et l'offre Métropolis. De même, sur le site internet de la ville, dans la rubrique appropriée, le Gestionnaire insèrera une information sur l'offre Métropolis et un lien vers le site metropolis-recharge.fr.

L'Occupant pourra contrôler le taux de respect de l'interdiction de stationner.

Le Gestionnaire fera ses meilleurs efforts pour faire respecter les dispositions de respect des alinéas ci-dessus.

7.3. – Réduction du périmètre des permis d'occupation du domaine public

Dans l'hypothèse d'une réduction du périmètre des permis de stationnement à l'initiative du Gestionnaire, l'Occupant sera indemnisé dans un délai maximum de deux mois à compter de la décision effective de retrait des postes de préjudice suivants :

- ✓ la valeur non amortie des infrastructures ;
- ✓ la valeur non amortie des droits d'entrée ;
- ✓ les frais de rupture des contrats pour l'exploitation-maintenance ;
- ✓ le manque à gagner calculé sur la base du compte d'exploitation prévisionnel ci-après annexé (**annexe n°5**).

Article 8 : Surcoûts générés par les Tiers

D'une manière générale, les surcoûts générés par les Tiers, notamment liés au déplacement et/ou modifications des infrastructures, aux travaux ultérieurs, seront intégralement supportés par le Tiers en question, ce à quoi le Gestionnaire s'engage à faire respecter.

Article 9 : Intuitu Personae

La présente convention est accordée intuitu personae à l'Occupant.
L'Occupant demeure personnellement responsable de l'exécution des obligations qui lui sont imposées par la présente convention.

Article 10 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa notification par le Gestionnaire à l'Occupant pour une durée de 15 ans et arrivera à échéance au plus tard 12 mois après l'échéance contractuelle de la convention-cadre.

La durée, déterminée au cours de la consultation organisée par la Métropole du Grand Paris, est fixée en considération de la durée d'amortissement des investissements et des dépenses de fonctionnement réalisées par l'occupant pour les besoins liés à l'exploitation et à la maintenance des infrastructures de recharge.

A l'expiration de la durée contractuelle de la convention, les infrastructures de recharges déployées pourront faire l'objet d'une nouvelle convention d'occupation du domaine public suivant des conditions de procédure et de fond à négocier en temps utile.

Six mois avant l'expiration de la convention, le cas échéant, un état des lieux sera réalisé contradictoirement par le Gestionnaire et l'Occupant.

Article 11 : Résiliation pour motif d'intérêt général

La présente convention pourra être résiliée pour motif d'intérêt général, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception avec un délai de prévenance de 6 mois. Dans un tel cas, le montant de l'indemnité due par le Gestionnaire à l'Occupant sera égal, à l'exclusion de toute autre montant, à la somme de :

- la valeur non amortie des ouvrages installés sur le domaine public ;
- la valeur non amortie du droit d'entrée (article 7) ;
- les coûts de rupture des contrats conclus pour la réalisation des travaux et l'exploitation entre l'Occupant et ses prestataires, plafonnés à une valeur de trois années de chiffre d'affaire du contrat en question ;
- le manque à gagner résultant de cette rupture anticipée, calculé sur la base du compte d'exploitation ci-après annexé en annexe n°5 ;
- les éventuels frais de dépose et de remise en état du domaine public ou privé concerné.

Article 12 : Résiliation pour faute

La présente convention pourra être résiliée par le Gestionnaire dans les cas suivants :

- Non-paiement de la redevance à l'échéance convenue, après mise en demeure de l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant un délai de trois (3) mois ;
- Manquements graves et répétés aux prescriptions réglementaires ou faute d'une particulière gravité mettant en danger les personnes ou portant atteinte grave à la voirie.

Dans ce cas, l'Occupant percevra une indemnité d'un montant limité à la valeur non amortie des équipements et à une proportion du droit d'entrée égale à la durée restante de la présente convention ramenée à la durée totale de 15 ans.

Le Gestionnaire devra respecter les modalités suivantes :

- ✓ Adresser à l'Occupant une lettre de mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception en lui impartissant un délai de trois mois pour respecter ses obligations ;
- ✓ En cas de persistance des manquements à l'expiration de ce délai de trois mois, le Gestionnaire pourra résilier la présente convention aux torts de l'Occupant dans un délai de trois mois.
- ✓ En cas d'urgence liée à la dangerosité imminente créée par les manquements de l'Occupant, le Gestionnaire pourra résilier la présente convention dans les 15 jours après constat contradictoire de l'infructuosité de la mise en demeure. Lors du constat contradictoire, l'Occupant pourra faire ses observations afin de réserver ses droits le cas échéant.

Article 13 : Résiliation pour force majeure

En cas de survenance d'un évènement de force majeure persistant plus de 90 jours consécutifs, la résiliation pourra être prononcée à la demande de l'une ou l'autre des Parties et ses conséquences financières seront déterminées en fonction des règles et principes arrêtés par la jurisprudence des juridictions administratives.

Article 14 : Démarches administratives préalables aux travaux d'installation des infrastructures de recharge

L'Occupant est tenu d'informer par tout moyen le Gestionnaire du calendrier des travaux d'installation des infrastructures de recharge, dès qu'il en a connaissance, et l'autorité titulaire du pouvoir de police chargée de la circulation et du stationnement sur le domaine public occupé si cette autorité est distincte du Gestionnaire.

Article 15 : Exploitation, entretien et maintenance des infrastructures de recharge – Responsabilité

L'Occupant est tenu de maintenir en permanence en bon état de fonctionnement et à ses frais exclusifs toutes les infrastructures faisant l'objet de la présente convention. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Sauf cause légale exonératoire de responsabilité, l'Occupant est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter de l'occupation ou de l'exploitation des ouvrages, sans préjudice du droit de recours contre tout tiers dont la responsabilité pourrait être engagée.

Article 16 : Travaux ultérieurs sur la dépendance du domaine public

Article 16.1 – Travaux à l'initiative de l'Occupant

L'Occupant réalisera les travaux sur le domaine public routier conformément aux prescriptions techniques applicables pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics prévues par l'arrêté du 15 janvier 2007 portant application du décret n° 2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics.

L'Occupant effectuera les demandes de raccordement (électrique et Télécom) auprès des gestionnaires de ces réseaux.

L'Occupant fera son affaire de la souscription de toute assurance obligatoire liée à ses travaux et à son exploitation.

Article 16.2 – Travaux à l'initiative du Gestionnaire

Le Gestionnaire du domaine public peut, lorsque l'intérêt du domaine et son affectation le nécessitent, demander à l'Occupant de faire déplacer l'(ou les) infrastructure(s) de recharge concernée(s). Les coûts correspondants seront pris en charge par le Gestionnaire.

La Commune, sauf en cas d'urgence, informera l'occupant de son intervention au moins un mois avant celle-ci.

Si la durée d'interruption doit excéder 3 mois, le Gestionnaire et l'Occupant se réuniront pour décider d'une nouvelle implantation, ou d'une indemnisation de l'Occupant

Les Parties conviennent, notamment si l'Occupant le demande, du (ou des) nouveaux lieux d'affectation de l'(ou des) infrastructure(s) de recharge sur le domaine public. En cas d'accord, celui-ci sera matérialisé par la conclusion d'un avenant au plan annexé à la présente convention.

L'Occupant devra informer le Gestionnaire des durées d'immobilisation par station impactée avant le 30 mars de l'année N pour l'année N-1.

Article 17 : Règlement des litiges

Tout différend entre les Parties à l'occasion de l'interprétation de l'exécution ou de la résiliation de la présente convention devra faire obligatoirement l'objet d'une tentative de règlement amiable. A défaut de règlement amiable dans un délai de quatre mois, la partie la plus diligente pourra saisir le tribunal administratif compétent pour la commune Gestionnaire.

Article 18 : Annexes

Sont annexées à la présente convention les annexes suivantes auxquelles les Parties confèrent valeur contractuelle :

- ✓ Annexe n°1 : Convention-cadre de partenariat
- ✓ Annexe n°2 : Plan des emplacements mis à disposition et caractéristiques des bornes de recharge
- ✓ Annexe n°3 : Etat des lieux contradictoires avec reportage photographique
- ✓ Annexe n°4 : Programme contractuel
- ✓ Annexe n°5 : Compte d'exploitation prévisionnel

Fait à en trois exemplaires originaux,

Le

Le gestionnaire :

Commune d'AULNAY-SOUS-BOIS

Représenté par son Maire : M. Bruno BESCHIZZA

L'Occupant :

Représenté par : M.

La Métropole du Grand Paris :

Représenté par son Président : M.